

ARRETE DU MAIRE

Le Maire des Rousses,

Vu les articles L 2212-2 et L 2213-1 du Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2212.2 à L.2213.1 ;

Vu le Code de la voirie routière ;

Vu la Circulaire n° 86.230 du 17 juillet 1986 relative à l'exercice des pouvoirs de police par le Maire, le Président du Conseil Général et le représentant de l'Etat dans le Département en matière de circulation routière ;

Vu la demande de l'entreprise COLAS Nord Est LACOSTE d'Evillers d'effectuer des travaux de détournement d'une canalisation d'eau potable pour permettre la construction du futur bâtiment des services techniques et du centre de secours. Ces travaux auront lieu entre le 26 septembre et le 15 novembre 2017 ;

Considérant qu'il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement dans un but de sécurité publique ;

ARRETE DE POLICE DE CIRCULATION

Article 1 : Entre le 26 septembre et le 15 novembre 2017 l'entreprise COLAS Nord Est LACOSTE est autorisée à effectuer les travaux de détournement AEP pour le futur bâtiment des services techniques et le centre de secours sur la route du Génie.

Article 2 : Pendant la durée des travaux, la circulation des véhicules à moteur et des cyclistes sur la route désignée sera alternée et réglementée par des feux tricolores, du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures. La vitesse sera limitée à 30 km/h. Le stationnement et le dépassement seront interdits pour les véhicules légers et les poids lourds. Les éléments du domaine public communal ne devront faire l'objet d'aucune dégradation.

Article 3 : La signalisation ainsi que sa maintenance seront à la charge de l'entreprise COLAS Nord Est LACOSTE sous le contrôle du directeur des services communaux.

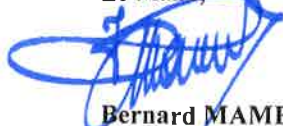
Article 4 : La responsabilité de l'entreprise pourra être engagée du fait où à l'occasion des travaux et en cas de manquement à ses obligations, notamment pour défaut ou insuffisance de signalisation du chantier.

Article 5 : Conformément à l'article R 102 du code des tribunaux administratifs, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Besançon – 30, rue Charles Nodier – 25044 BESANCON CEDEX 3, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Article 6 : Monsieur le Maire des Rousses, Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie, le Policier Municipal et le Directeur des Services Techniques Communaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise COLAS Nord Est LACOSTE.

Fait aux Rousses, le 26 septembre 2017

Le Maire,



Bernard MAMET

